

FICHE PLAIDOYER #7

ÉLEVAGE ET CLIMAT : POURQUOI LA RÉDUCTION DU CHEPTEL EST INDISPENSABLE

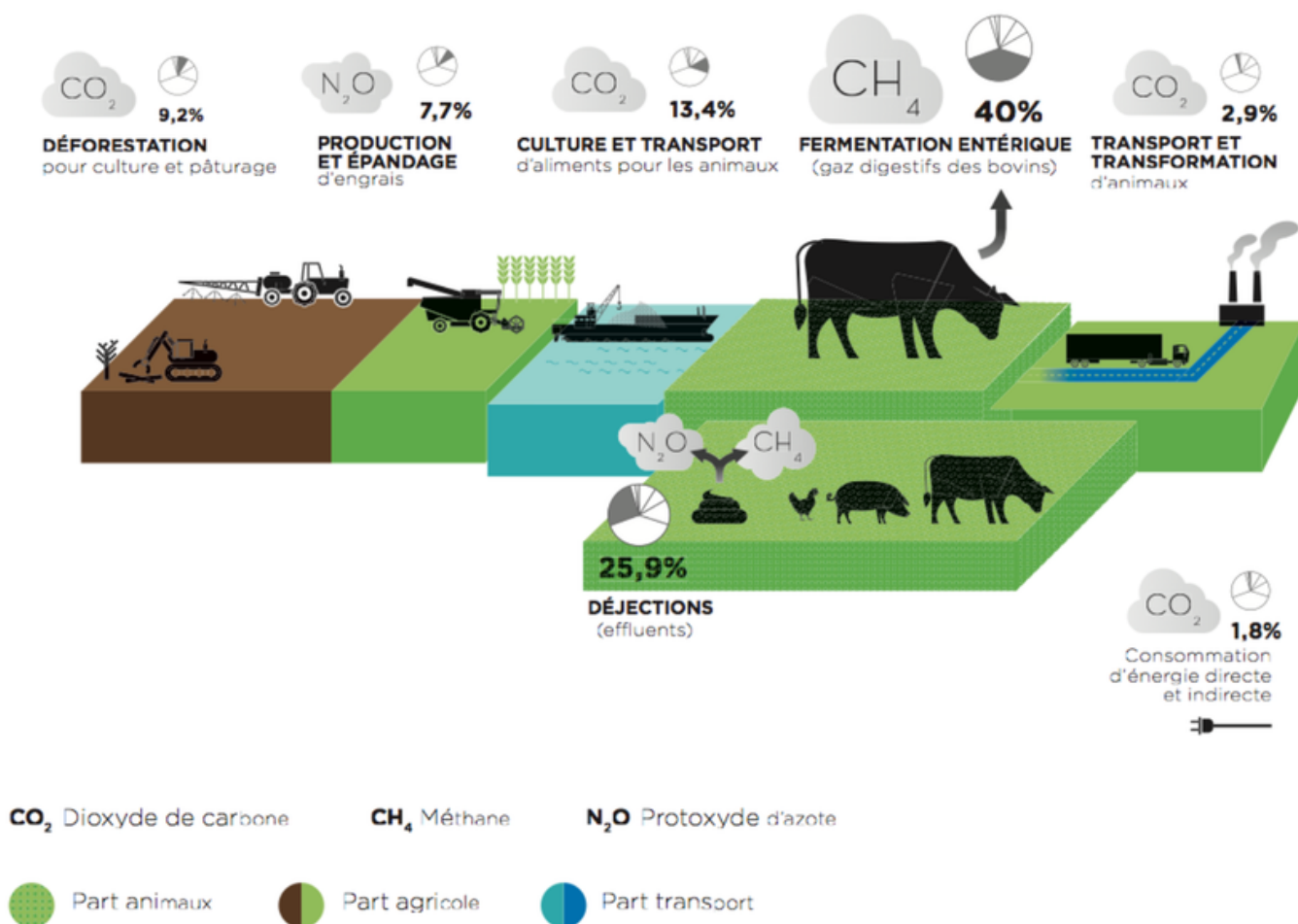
L'ÉLEVAGE, UN FACTEUR MAJEUR DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La production de produits d'origine animale constitue l'une des principales sources des émissions de gaz à effet de serre (GES) :

- les **ruminants** produisent du **méthane** et du **protoxyde d'azote**, des gaz moins persistants que le CO₂, mais beaucoup plus réchauffants
- 33% des terres cultivées¹ servent à produire de la nourriture pour les animaux... et consomment donc des engrais, également émetteurs de GES
- la **déforestation** liée à l'élevage et à la culture de soja pour l'alimentation animale détruit des puits de carbone naturels, relâchant le carbone stocké et réduisant la capacité de la planète à absorber les émissions futures.

FIGURE 1. ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ISSUES DE L'ÉLEVAGE

Contribution respective de chaque étape du processus



¹ FAO, "Livestock and landscapes", Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2012

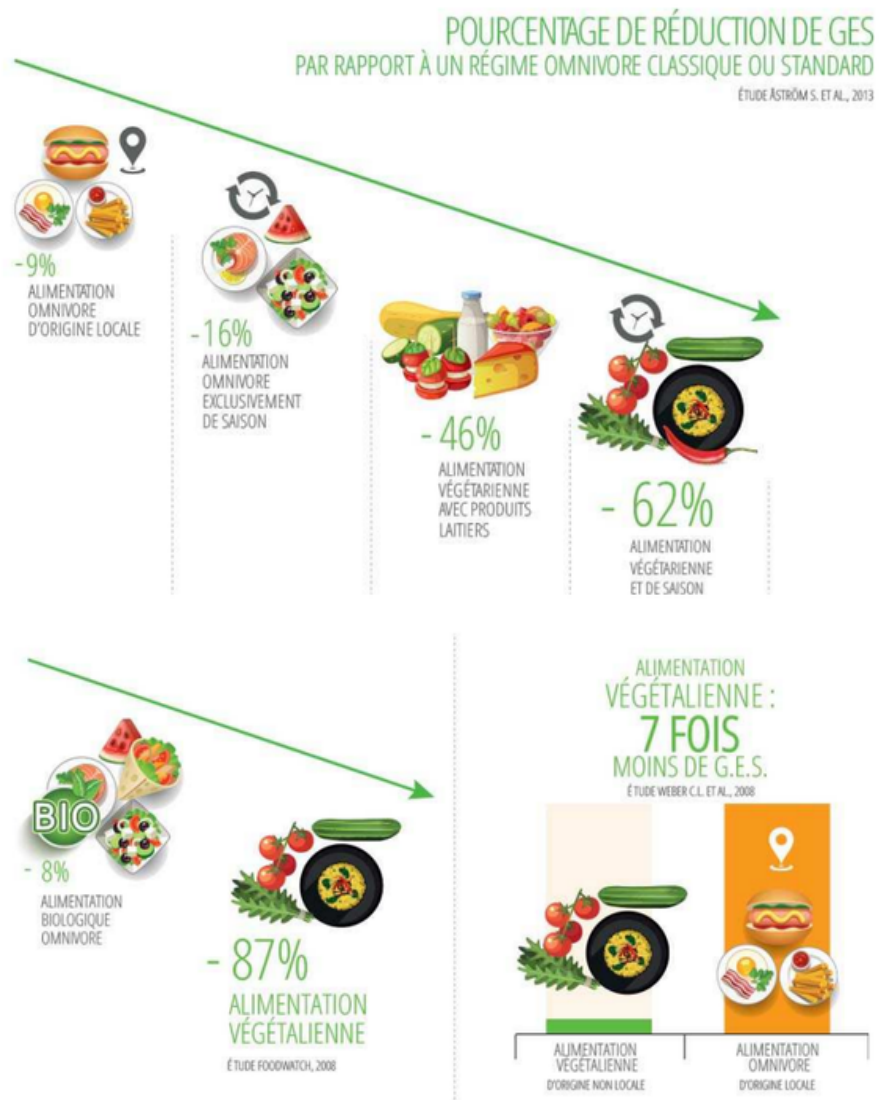
L'élevage contribue aujourd'hui à **près d'un cinquième des émissions de gaz à effet de serre** : environ 18 % des émissions mondiales selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), davantage que le secteur des transports. Si on mange de la viande une fois par jour, notre seule alimentation dépasse le budget carbone qui nous est alloué si on veut respecter l'accord de Paris, et éviter un dérèglement climatique catastrophique⁴.

En France, le poids de l'élevage sur le climat est particulièrement significatif : environ deux tiers des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole lui sont imputables.

Ainsi, l'alimentation est un poste de consommation déterminant pour le climat. **Réduire significativement notre consommation de produits animaux permettrait d'éviter une grande partie de ces émissions.** Une large part des terres agricoles qui seraient ainsi libérées pourraient être converties en puits de carbone. Au total, cela représenterait une réduction équivalente à 28% des émissions totales⁵. À l'inverse, si la croissance de la consommation de viande et de produits laitiers se poursuit au rythme actuel, ce secteur pourrait devenir **le plus gros pollueur dans l'absolu**, et

absorber d'ici à 2050 plus de 80% du "budget" annuel d'émissions de gaz à effet de serre compatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C (soit 13 Gt d'équivalent CO₂) (Figure 2).

La France s'est engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 dans le cadre de la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC).



² <https://www.i4ce.org/publication/politiques-alimentaires-et-climat-une-revue-de-litterature/>

³ I4CE - Institute for climate economics, 2019. https://www.i4ce.org/wp-content/uploads/2022/07/0306-I4CE2984-PolitiquesAlimentairesEtClimat-Etude24p-VF_6-1.pdf ou Steinfeld H. Gerber P. Wassenaar T. Castel V. et al., 2009. L'ombre portée de l'élevage. Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

⁴ <https://www.nosviesbas carbone.org/> ou

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/resistanceclimatique/pages/115/attachments/original/1616151401/20210228_guide_de_l'animateur_kit_INVBC.pdf?1616151401

⁵ "Reducing food's environmental impacts through producers and consumers", J. Poore and T. Nemecek, 2018

Or, les trajectoires actuelles montrent que les émissions agricoles, notamment celles liées à l'élevage, diminuent trop lentement pour atteindre cet objectif.

Plusieurs pays européens ont quant à eux déjà amorcé une **réduction de leur cheptel**, notamment les Pays-Bas ou la Belgique (Flandre), afin de respecter leurs engagements climatiques et environnementaux. Ces exemples montrent que des politiques ambitieuses sont possibles.

LA VISION DE L'AVF

À l'Association Végétarienne de France (AVF), nous sommes convaincu·es que la transition vers une **alimentation plus végétale** constitue un **levier essentiel pour répondre simultanément aux enjeux climatiques, environnementaux, sanitaires et éthiques**.

L'élevage intensif repose sur l'exploitation de millions d'animaux chaque année et contribue à de nombreuses problématiques environnementales : émissions de gaz à effet de serre, pollution des sols et de l'eau par les nitrates, perte de biodiversité ou encore déforestation liée à l'importation de soja destiné à l'alimentation des animaux d'élevage. À ces dégâts s'ajoutent des enjeux de santé publique, liés notamment à la surconsommation de produits animaux.

Les politiques publiques doivent reconnaître pleinement le rôle clé de l'alimentation dans la transition écologique. Or, aujourd'hui, les mesures mises en place restent **insuffisantes pour répondre à l'urgence climatique**. Les stratégies visant uniquement à améliorer l'efficacité de l'élevage (par exemple par des innovations technologiques) ne permettent pas de réduire suffisamment les émissions.

Les scientifiques s'accordent sur la **nécessité de réduire la production et la consommation de produits animaux** dans les pays occidentaux. Les études montrent en effet que s'alimenter de manière peu carnée, voire 100 % végétale, est nettement plus efficace pour le climat que manger local, de saison ou bio :

- réduire la consommation de viande au niveau des recommandations en faveur de régimes plus sains, soit 450 g par semaine maximum contre la moyenne actuelle, permettrait à la France d'atteindre ses objectifs climatiques tout en satisfaisant pleinement les besoins nutritionnels de la population, sans recours à des compléments alimentaires⁶.
- une alimentation végétalienne généralisée permettrait d'économiser 80 % des coûts d'atténuation d'ici 2050 (dans le cas d'un objectif de limitation du réchauffement global à 2°C)⁷.

Cette évolution est également **cohérente avec les recommandations nutritionnelles** encourageant une diversification des sources de protéines.

La réduction du cheptel ne doit pas être perçue comme une contrainte, mais comme une **opportunité de construire un modèle alimentaire plus durable**, plus résilient et plus respectueux des animaux.

⁶ Réseau Action Climat, Société française de nutrition, "Réduire de 50 % la consommation de viande est nécessaire pour atteindre les objectifs climatiques de la France et permettrait d'améliorer la santé de la population", février 2024.

⁷ Stehfest E. et al., 2009

Cette transition implique d'**accompagner les agriculteurs et agricultrices vers des systèmes de production plus végétaux**, en développant notamment la production de légumineuses et d'autres sources de protéines végétales.

ENGAGER UNE RÉDUCTION AMBITIEUSE DU CHEPTEL

Face à l'urgence climatique, l'Association Végétarienne de France appelle les pouvoirs publics à mettre en place des **mesures ambitieuses** pour réduire significativement notre consommation de produits d'origine animale ainsi que le cheptel français : -40 % d'ici à 2030 et -80 % d'ici à 2050.

Pour atteindre cet objectif, plusieurs mesures peuvent être mises en œuvre :

AU NIVEAU NATIONAL

1. **Soutenir financièrement la transition des éleveurs vers des productions végétales**, notamment grâce au développement d'un plan protéines végétales ambitieux
2. **Réorienter les aides publiques** afin d'encourager la production d'aliments destinés directement à l'alimentation humaine plutôt qu'à l'alimentation animale
3. **Intégrer des objectifs de réduction de la consommation de produits animaux** dans les politiques publiques de santé et d'alimentation
4. **Sensibiliser le grand public** à l'impact environnemental de l'alimentation
5. **Encourager la recherche et l'innovation** dans le domaine des alternatives végétales

AU NIVEAU LOCAL

1. **Développer l'offre de repas végétariens et végétaliens** dans la restauration collective
2. **Sensibiliser le grand public** à l'impact environnemental de l'alimentation

Agir pour le climat passe aussi par nos assiettes. En réduisant le cheptel et en développant les alternatives végétales, la France peut jouer un **rôle moteur** dans la transition vers un système alimentaire plus durable.

